



Direction des Projets et de l'Ingénierie
Département Projets Nord Est
38 Place Vauban
Immeuble "Crystal", 6ème Etage
59110 LA MADELEINE
www.grtgaz.com

SEE / reçu le
17 NOV. 2021
SPE

DDTM 59
62 boulevard de Belfort
CS 90007
59042 LILLE CEDEX

Lettre recommandée avec AR

Référence : DPIDPNE-JPTH/BR/CC-21-11-239

Interlocuteur pour GRTgaz : Jean-Paul THUMSER HENNER ☎ 03.83.85.36.73 / 06.50.38.54.30
Benjamin RÉGNIER ☎ 06.42.42.69.57

Objet : Dossier Loi sur l'Eau – Fouilles 2017-509-007 – BOUSSIERES SUR SAMBRE (59)

La Madeleine, le 15 novembre 2021

Madame, Monsieur,

GRTgaz souhaite réaliser une fouille sur la canalisation DN250-1984-BOUSSIERES-SUR-SAMBRE-HAUTMONT, à proximité immédiate de la rivière La Sambre dans le cadre de son programme de réhabilitation des ouvrages de transport.

Un dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'Environnement a été rédigé par Atlantic Ingénierie, référencé DLE-BSS-591 révision 1, comprenant les détails de ce projet.

Par la présente, GRTgaz saisit le bureau nature du service environnement et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer, afin que celui-ci se prononce sur la recevabilité du dossier au regard de la réglementation.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Unité PE / Reçu le

22 NOV. 2021
816

Frédéric RIEGERT
Responsable du Département Projets
Territoire Nord Est

Signé par Frédéric RIEGERT
le 12-11-2021 06:59:38

PJ : dossier loi sur l'eau – Atlantic Ingénierie (X3)



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
CONCERNANT
LES TRAVAUX D'INSPECTION ET DE REHABILITATION
DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ
A PROXIMITÉ DE LA RIVIÈRE DE LA SAMBRE
COMMUNE DE BOUSSIERES-SUR-SAMBRE

DOSSIER N° 59-2021-00198
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
Le préfet du NORD

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Sambre, approuvé le 21 septembre 2012 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22 décembre 2021, présenté par **GRT gaz**, enregistré sous le n° 59-2021-00198 et relatif aux : **TRAVAUX D'INSPECTION ET DE REHABILITATION DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ A PROXIMITÉ DE LA RIVIÈRE DE LA SAMBRE SUR LA COMMUNE DE BOUSSIERES SUR SAMBRE ;**

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**GRT gaz - Territoire Nord Est - Direction des Projets et de l'Ingénierie
24, quai Sainte Catherine
54042 NANCY cedex**

concernant :

**TRAVAUX D'INSPECTION ET DE REHABILITATION
DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ
A PROXIMITÉ DE LA RIVIÈRE DE LA SAMBRE**

dont la réalisation est prévue dans la commune de BOUSSIERES-SUR-SAMBRE ;

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 22 février 2022, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Dans ce cas, si vous entendez contester la décision d'opposition tacite, vous devez, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle est née la décision d'opposition tacite, conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de BOUSSIERES-SUR-SAMBRE où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Sambre pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra préalablement être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le-

- 5 JAN. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.2.1.0)



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Lille, le **09 MARS 2022**

Monsieur le directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, relatif à la demande de **travaux d'inspection et de réhabilitation de la canalisation de transport de gaz naturel à proximité de la rivière de la Sambre (Nord)**, pour lequel un récépissé vous a été notifié le 05 janvier 2022, je vous confirme que vous bénéficiez d'un **accord tacite**.

Le présent accord est basé sur le dossier reçu le 17 novembre 2021 et complété le 16 décembre 2021 (format informatique du 22 décembre 2021).

Les travaux doivent respecter les dispositions du texte ministériel de prescriptions générales à la rubrique Loi sur l'eau correspondantes, à savoir : Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

L'Unité police de l'eau devra être avertie **préalablement** de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint.

Copie du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de Boussières-sur-Sambre pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L514 6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

.../...

GRT GAZ - Territoire Nord Est – Direction des Projets et de l'Ingénierie
24 quai Sainte Catherine - à l'attention de M. Benjamin REGNIER
54042 NANCY Cédex

Réf. : *PE-222*

Adresse : 62 boulevard de Belfort, CS 90007 - 59042 LILLE Cédex
Tél. : 03 28 03 83 83 - Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre II du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations, notamment au titre de l'urbanisme, des espèces protégées, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de votre dossier 59-2021-00198, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 00 – courriel : annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable
du Service Eau Nature et Territoires,



LUCIE LAVOGIEZ

Copie à Monsieur le responsable du service territorial du Hainaut de la DDTM du Nord
P. J. Imprimé type de début/fin de travaux

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Travaux d'inspection et de réhabilitation de la canalisation de transport
de gaz naturel à proximité de la rivière de la Sambre (Nord)**

**Dossier Loi sur l'eau D-59-2021-00198
porté par Monsieur le directeur de GRT Gaz**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare¹ :

==> avoir démarré les travaux à la date du, _____ (1^{er} envoi de cet imprimé)

==> avoir terminé les travaux à la date du, _____ (2^{ème} envoi de cet imprimé)

Fait à _____, le _____

À retourner dûment complété, daté et signé à :

↳ DDTM du Nord
Service Eau Nature et Territoires – Unité Police de l'Eau
62 boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 LILLE Cédex
Courriel : ddtm-pe@nord.gouv.fr

1 - Déclaration à faire au démarrage, ainsi qu'à chaque reprise après interruption des travaux.



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Lille, le **09 MARS 2022**

Monsieur le maire,

Conformément à l'article R214-37 du code de l'environnement, je vous transmets un exemplaire du dossier de déclaration de Monsieur le directeur de GRT GAZ. Il s'agit de **travaux d'inspection et de réhabilitation de la canalisation de transport de gaz naturel à proximité de la rivière de la Sambre** sur votre commune.

L'accord tacite notifié ce jour au pétitionnaire, est basé sur le dossier reçu le 17 novembre 2021 et complété le 16 décembre 2021 (format informatique du 22 décembre 2021).

Je vous joins également une copie du récépissé et de la notification de l'accord tacite adressés au pétitionnaire, pour affichage en votre mairie durant une période de 1 mois minimum.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins 6 mois.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2021-00198 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 00 - courriel : annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable
du Service Eau Nature et Territoires,

Lucie LAVOGIEZ

P. J. : Copie du récépissé de déclaration, de la notification de l'accord. Exemplaire du dossier
Copie à Monsieur le responsable du service territorial Hainaut de la DDTM du Nord

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Mairie de Boussières-sur-Sambre
Rue de l'Église
59330 BOUSSIÈRES-SUR-SAMBRE

Réf. : PE-223

Adresse : 62 boulevard de Belfort, CS 90007 - 59042 LILLE Cédex
Tél. : 03 28 03 83 83 - Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Lille, le **09 MARS 2022**

Monsieur le président,

Conformément à l'article R214-37 du code de l'environnement, je vous transmets un exemplaire du dossier de déclaration de Monsieur le directeur de GRT GAZ, représenté par Monsieur Benjamin REGNIER. Il s'agit de **travaux d'inspection et de réhabilitation de la canalisation de transport de gaz naturel à proximité de la rivière de la Sambre sur la commune de Boussières-sur-Sambre (Nord)**.

L'accord tacite, notifié ce jour au pétitionnaire, est basé sur le dossier reçu le 17 novembre 2021 complété le 16 décembre 2021 (version informatique du 22 décembre 2021).

Je vous joins également une copie du récépissé et de la notification de l'accord tacite adressés au pétitionnaire, et vous informe qu'un affichage sera effectué par en mairie de Boussières-sur-Sambre durant une période de 1 mois minimum.

Par ailleurs, ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins 6 mois.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2021-00198, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 00 - courriel : annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable
du Service Eau Nature et Territoires,


Lucie LAVOGIEZ

P. J. : Copie du récépissé de déclaration, de la notification de l'accord. Exemplaire du dossier
Copie à Monsieur le responsable du service territorial Hainaut de la DDTM du Nord

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Commission locale de l'eau du SAGE Sambre
Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Avesnois
Maison du Parc - Grange Dîmière
59550 MAROILLES

Réf. : PE-224

Adresse : 62 boulevard de Belfort, CS 90007 - 59042 LILLE Cédex
Tél. : 03 28 03 83 83 - Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

